

d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt."

**Art. 139.** Dans l'article XX.106 du même Code, inséré par la loi du 11 août 2017, les mots "XX.107 et XX.108" sont remplacés par les mots "XX.108 et XX.109" et les mots "XX.145 et XX.165" sont remplacés par les mots "XX.146 et XX.167".

#### CHAPITRE 23. — *Modification de l'ancien Code civil*

**Art. 140.** Dans l'article 492/4, alinéa 3, de l'ancien Code civil, inséré par la loi du 17 mars 2013, la première phrase est remplacée par la phrase suivante: "La mesure de protection judiciaire prend fin de plein droit en cas de décès de la personne protégée ou à l'échéance du terme pour lequel elle a été prise."

#### CHAPITRE 24. — *Dispositions transitoires*

**Art. 141.** L'article 21 ne s'applique qu'aux procédures dont les vacances et appels aux candidats sont publiés après son entrée en vigueur.

**Art. 142.** Les articles 26 et 27 s'appliquent aux administrations des biens en cours à la date de leur entrée en vigueur.

#### Chapitre 25. — *Disposition d'entrée en vigueur*

**Art. 143.** Les articles 92, 136 et 137 entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
V. VAN QUICKENBORNE  
Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
V. VAN QUICKENBORNE

—  
Nota

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents. – 55 2175

Compte rendu intégral : 25 novembre 2021.

wet van 8 juli 2018 houdende organisatie van een centraal aanspreekpunt van rekeningen en financiële contracten en tot uitbreiding van de toegang tot het centraal bestand van berichten van beslag, delegatie, overdracht, collectieve schuldenregeling en protest."

**Art. 139.** In artikel XX.106 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 11 augustus 2017, worden de woorden "XX.107 en XX.108" vervangen door de woorden "XX.108 en XX.109" en worden de woorden "XX.145 en XX.165" vervangen door de woorden "XX.146 en XX.167".

#### HOOFDSTUK 23. — *Wijziging van het oud Burgerlijk Wetboek*

**Art. 140.** In artikel 492/4, derde lid, van het oud Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 maart 2013, wordt de eerste zin vervangen als volgt: "De rechterlijke beschermingsmaatregel eindigt van rechtswege in geval van overlijden van de beschermde persoon of door het verstrijken van de duur waarvoor hij is genomen."

#### HOOFDSTUK 24. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 141.** Het artikel 21 is alleen van toepassing op procedures waarvoor de vacatures en oproepen tot kandidaatstelling na de inwerkingtreding ervan worden bekendgemaakt.

**Art. 142.** De artikelen 26 en 27 zijn van toepassing op bewindvoeringen over de goederen die reeds van kracht zijn op datum van de inwerkingtreding ervan.

#### Hoofdstuk 25. — *Inwerkingtredingsbepaling*

**Art. 143.** De artikelen 92, 136 en 137 treden in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
V. VAN QUICKENBORNE  
Met 's Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,  
V. VAN QUICKENBORNE

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken. – 55 2175

Integraal Verslag : 25 november 2021.

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2021/33844]

28 NOVEMBRE 2021. — Arrêté royal déterminant les modalités de vente publique judiciaire électronique de biens meubles en vertu des articles 1516, 1522 et 1526 du Code judiciaire

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour objet de fixer les modalités pour la vente publique judiciaire de biens mobiliers par voie électronique.

La vente judiciaire ou forcée se déroule conformément à un cadre légal ou suivant une décision judiciaire et ce, sous le contrôle d'un officier public et ministériel.

Le présent arrêté fixe les modalités pratiques de la vente en ligne de biens meubles, en exécution du cadre légal instauré par le législateur en 2019 (articles 1516, alinéa 3, 1522, alinéa 3 et 1526, alinéa 3 du Code

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2021/33844]

28 NOVEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot vastlegging van de modaliteiten van de openbare gerechtelijke elektronische verkoop van roerende goederen krachtens artikelen 1516, 1522 en 1526 van het Gerechtelijk Wetboek

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen betreft het vastleggen van de modaliteiten van de gerechtelijke openbare verkoop van roerende goederen op elektronische wijze.

De gerechtelijke of gedwongen openbare verkoop vindt plaats conform een wettelijk kader of in navolging van een rechterlijke beslissing en dit onder toezicht van een ministerieel openbaar ambtenaar.

Dit besluit omvat de praktische modaliteiten voor de online verkoop van roerende goederen, in uitvoering van het wettelijk kader dat door de wetgever in 2019 werd vastgesteld (artikelen 1516, derde lid, 1522,

Judiciaire, tels qu'insérés par les articles 140 à 143 de loi du 5 mai 2019 portant dispositions diverses en matière d'informatisation de la Justice, de modernisation du statut des juges consulaires et relativement à la banque des actes notariés, dite loi « ICT »).

Il répond aussi à certaines difficultés consécutives aux mesures urgentes prises pour lutter contre la propagation du coronavirus COVID-19. Vu ces mesures, les huissiers de justice, qui font partie des professions « nécessaires à la protection des besoins vitaux de la Nation et des besoins de la population », ne sont aujourd'hui plus en mesure d'exercer au mieux certaines de leurs missions légales (art. 519 C. jud.) pour lesquelles ils sont seuls compétents et par rapport auxquelles ils sont tenus d'exercer leur ministère (monopole).

Parmi ces tâches, figurent les ventes publiques judiciaires de biens meubles qui ne peuvent désormais plus être organisées dans les salles de ventes aux enchères. L'économie ne doit néanmoins pas s'arrêter, afin d'éviter que les créanciers d'aujourd'hui ne deviennent les débiteurs de demain.

C'est pourquoi, le présent projet d'arrêté royal revêt d'une urgence particulière en ce qu'il fixe les modalités pratiques de la vente en ligne de biens meubles saisis. Dans le contexte socio-économique actuel, la vente à distance peut constituer la solution et doit être encouragée afin d'éviter tout contact physique et tout risque de propagation du virus.

Outre l'urgence invoquée, une telle modernisation/informatisation de la vente des biens mobiliers, à l'instar des notaires en cas de ventes publiques de biens immobiliers (BIDDIT), entraînera en toutes circonstances, d'une part, une réduction des démarches administratives et, d'autre part, une hausse certaine du nombre d'acheteurs potentiels et, partant, une augmentation du prix de vente, au profit du débiteur et du créancier. Pour ces raisons, une vente combinée est également rendue possible, avec une présence physique des candidats-acheteurs qui pourront aussi, depuis la salle de vente, sous la surveillance et par l'intermédiaire de l'huissier de justice, déposer des offres dématérialisées.

L'exécution n'est pas une fin en soi. Les mesures d'exécution (saisies) s'inscrivent toujours dans une démarche de négociation avec le débiteur, en vue d'une solution. La vente publique n'est envisagée qu'en dernier ressort, et n'exclut pas qu'un accord puisse encore être trouvé à ce stade (dans 80 à 90 % des cas, les ventes fixées n'aboutissent pas).

L'informatisation de la vente publique n'aura certes aucune incidence sur le nombre de ventes, mais les rendra plus efficaces.

En outre, l'huissier de justice-médiateur, garant des intérêts tant du créancier que du débiteur, doit veiller à tenir compte de la réalité sociale et économique dans ces démarches.

Il ressort ainsi de chiffres provenant du Fichier Central des Avis de saisie que le nombre de saisies (de biens mobiliers) a spectaculairement chuté pendant la crise COVID-19, du fait des moratoires sur les saisies adoptés par le gouvernement, mais également de l'attitude proactive des huissiers de justice qui adaptent leur approche auprès des secteurs durement impactés par la crise sanitaire et économique.

Il Vous revient désormais la tâche de déterminer :

(1) les modalités relatives à la vente par voie électronique en tant que telle (art. 1522, al. 3, C. jud.), notamment quelle plateforme sera utilisée ;

(2) les modalités relatives à l'annonce de la vente (art. 1516, al. 3, C. jud.) ;

(3) les modalités relatives à l'adjudication et au paiement (art. 1526, al. 3, C. jud.).

Toute vente publique judiciaire de bien meubles par voie électronique aura lieu via une plateforme nationale sécurisée. Cette plateforme est mise en place et gérée par la Chambre Nationale des huissiers de justice (responsable du traitement). Elle a pour finalité l'organisation de la vente, ainsi que la collecte et la conservation des données – pour une durée raisonnable et utile tenant compte du statut (art. 509 C. jud.) et des obligations de l'huissier de justice – nécessaires à l'annonce, à l'adjudication et au paiement par voie électronique des biens achetés. Spécifiquement en ce qui concerne l'annonce des ventes, toute personne peut être directement tenue informée et en primeur de certaines ventes qui auront lieu publiquement par voie électronique conformément aux conditions particulières de vente. En sa qualité d'officier public et ministériel, l'huissier de justice effectue le contrôle sur le bon déroulement de la vente (dont l'enregistrement et la vérification de l'identité des candidats-acheteurs et des offres dématérialisées), il organise la vente de la manière la plus adaptée, en tenant compte des intérêts de toutes les parties.

derde lid en 1526, derde lid van het Gerechtelijk Wetboek als ingevoegd door artikelen 140 tot 143 van de wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen inzake informatisering van Justitie, modernisering van het statuut van rechters in ondernemingszaken en inzake de notariële aktebank, zogenaamde "ICT"-wet).

Het komt ook tegemoet aan bepaalde moeilijkheden die voortvloeien uit de dringende maatregelen die zijn genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 tegen te gaan. In het licht van deze maatregelen zijn de gerechtsdeurwaarders, die deel uitmaken van de beroepen "die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de vitale belangen van de Natie en de behoeften van de bevolking", vandaag de dag niet meer in staat om een deel van hun wettelijke taken (art. 519 Ger. W.), waarvoor zij alleen bevoegd zijn en waarvoor zij ministerieplicht hebben (monopolie), naar behoren uit te oefenen.

Tot deze taken behoren de gerechtelijke openbare verkopen van roerende goederen, die niet meer in veilingzalen kunnen worden georganiseerd. Toch mag de economie geen halt toegevoerd worden, teneinde te voorkomen dat de schuldeisers van vandaag de schuldenaars van morgen worden.

Daarom is dit ontwerp van koninklijk besluit bijzonder dringend, aangezien het de praktische modaliteiten voor de online verkoop van in beslag genomen roerende goederen omvat. In de huidige sociaaleconomische context kan de verkoop op afstand de oplossing zijn en moet deze worden aangemoedigd om ieder fysiek contact en ieder risico op verspreiding van het virus te vermijden.

Naast de aangegeven urgentie zal een dergelijke modernisering/informatisering van de verkoop van roerende goederen, naar het voorbeeld van de notarissen bij de openbare verkopen van onroerende goederen (BIDDIT) in alle omstandigheden enerzijds leiden tot administratieve vereenvoudiging en anderzijds tot een duidelijke toename van het aantal potentiële kopers en bijgevolg tot een verhoging van de verkoopprijs, dit ten voordele van zowel de schuldenaar als de schuldeiser. Om deze reden wordt ook de gemeente verkoop in dit besluit mogelijk gemaakt, waarbij de kandidaat-kopers die fysiek aanwezig zijn in de veilingzaal ook, via de toezichthoudende gerechtsdeurwaarder, gedematerialiseerde biedingen kunnen doen.

De tenuitvoerlegging is geen doel op zich. Uitvoeringsmaatregelen (inbeslagnames) maken altijd deel uit van een onderhandelingsproces met de schuldenaar met het oog op een oplossing. De openbare verkoop wordt slechts als laatste redmiddel overwogen, en sluit niet uit dat er in dit stadium nog een akkoord kan worden bereikt (in 80 tot 90% van de gevallen komt het niet tot een verkoop).

De informatisering van de openbare verkopen zal zeker geen invloed hebben op het aantal verkopen, maar zal ze wel efficiënter maken.

Bovendien moet de bemiddelaar-gerechtsdeurwaarder, die garant staat voor de belangen van zowel de schuldeiser als de schuldenaar, bij deze stappen rekening houden met de sociale en economische werkelijkheid.

Uit cijfers van het Centraal Bestand van Berichten van beslag blijkt dat het aantal inbeslagnames (van roerende goederen) tijdens de COVID-19-crisis drastisch is gedaald door de door de staat ingestelde moratoria, maar eveneens omdat de gerechtsdeurwaarders op een maatschappelijk verantwoorde en proactieve manier optreden en hun aanpak aanpassen aan de sectoren die het zwaarst zijn getroffen door de gezondheids- en economische crisis.

Het komt U toe de modaliteiten te bepalen:

(1) met betrekking tot de verkoop op elektronische wijze als zodanig (art. 1522, derde lid, Ger.W.), met name welk platform zal worden gebruikt ;

(2) met betrekking tot de bekendmaking van de verkoop (art. 1516, derde lid, Ger.W.);

(3) de modaliteiten betreffende de toewijzing en de betaling (art. 1526, derde lid, Ger.W.).

Elke gerechtelijke openbare verkoop van roerende goederen op elektronische wijze zal plaatsvinden via een beveiligd nationaal platform. Dit platform wordt opgericht en beheerd door de Nationale kamer van Gerechtsdeurwaarders (verwerkingsverantwoordelijke). Het doel ervan is de organisatie van de verkoop, alsook het verzamelen en bewaren van gegevens - gedurende een redelijke en nuttige termijn, rekening houdend met het statuut (art. 509 Ger. W.) en de verplichtingen van de gerechtsdeurwaarder - die nodig zijn voor de bekendmaking, de veiling en de betaling op elektronische wijze van de gekochte goederen. Specifiek met betrekking tot de bekendmaking voor de verkopen kan elke persoon rechtstreeks en in primeur op de hoogte worden gehouden van bepaalde goederen naar keuze die publiek conform de bijzondere verkoopvoorwaarden op elektronische wijze te koop zullen worden aangeboden. Als openbaar ministerieel ambtenaar houdt de gerechtsdeurwaarder toezicht op het juiste verloop van de verkoop (inclusief de registratie en verificatie van de identiteit van kandidaat-kopers en gedematerialiseerde biedingen), hij organiseert de verkoop op de meest geschikte manier, rekening houdend met de belangen van alle partijen.

**CHAPITRE 1 - Définitions****Article 1<sup>er</sup>**

L'article premier du projet d'arrêté royal contient l'ensemble des définitions utiles à la lecture du projet. Dans son avis n° 70.019/2/V du 30 août 2021, le Conseil d'Etat, section législation, indique que l'obligation de publier les conditions générales d'utilisation sur la plateforme et l'obligation pour les utilisateurs d'accepter ces conditions ne peuvent se trouver dans un article ne contenant que des définitions. Conformément à cet avis, le 8<sup>ème</sup> point de l'article (conditions générales d'utilisation) a été adapté. L'obligation de les publier sur la plateforme a été transférée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du projet. Toutefois, et contrairement à l'avis précité, l'obligation pour les candidat-acheteurs d'accepter ces conditions n'a pas été transférée dans un autre article et a tout simplement été supprimée, et ce, conformément à l'avis n°97/2021 de l'Autorité de protection des données, rendu le 14 juin 2021, dans lequel l'Autorité de protection des données indique aux points 7 à 13 de son avis que l'obligation d'accepter les conditions générales d'utilisation (contenue à l'article 7, § 4 de la version du projet d'arrêté royal qui lui a été soumise pour avis) induisait en erreur en laissant penser que ce consentement constitue la base de licéité du traitement des données à caractère personnel alors que ce traitement était fondé par sa nécessité à l'exécution d'une mission de service public. Selon l'Autorité de protection des données, l'obligation de consentement aux conditions générales d'utilisation devait donc être supprimée.

Conformément à l'avis n°70.019/2/V du Conseil d'Etat, la définition des « conditions particulières de vente » n'inclut plus la mention de l'obligation d'acceptation de ces conditions ni de l'obligation de les publier sur la plateforme. Ces obligations ont été transférées à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du projet d'arrêté.

**CHAPITRE 2 - Annonce****Art. 2**

Le deuxième article du projet d'arrêté royal porte sur l'annonce d'une vente sur la plateforme. Conformément à l'avis du Conseil d'Etat précité, la disposition a été revue afin de clarifier quelles formalités imposées par l'article 1516 du Code judiciaire sont applicables selon le type de vente (électronique ou combinée). Deux formalités importantes se trouvent dans l'article 1516, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire quant à l'annonce : la première vise l'établissement et l'affichage d'un placard au lieu physique de la vente, au moins trois jours avant la vente, la deuxième vise la transmission d'un exemplaire de ce placard au débiteur, dans le même délai. Dans le cas d'une vente purement électronique, aucun placard ne devra être affiché au lieu physique de la vente, pour la raison qu'un tel lieu physique n'existera pas. Un tel placard devra toutefois être communiqué au débiteur, conformément au prescrit de l'article 1516, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire et les exigences de l'alinéa 2 du même article devront également être respectées. Dans le cas d'une vente combinée (qui a lieu simultanément sur la plateforme et dans une salle de vente), toutes les formalités précitées, ainsi que les formalités de l'alinéa 2 de l'article 1516 du Code judiciaire, devront être respectées.

**Art. 3**

L'article 3 dispose que l'huissier de justice décide du moment de l'annonce de la vente sur la plateforme. L'annonce au débiteur doit toutefois être faite conformément à l'article 1516, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire qui contient le délai d'annonce au débiteur. L'article 3 mentionne également les principales informations qui doivent se trouver dans l'annonce.

**CHAPITRE 3 – La vente****Section 1 – La plateforme****Art. 4**

Cet article porte sur la plateforme instituée auprès de la Chambre Nationale des huissiers de justice et détermine les finalités de la plateforme ainsi que le type de données conservées, la durée de conservation et les droits des personnes dont les données à caractère personnel sont conservées.

Concernant la durée de conservation des données à caractère personnel, le Conseil d'Etat a émis, dans son avis n°70.019/2/V précité, la remarque selon laquelle il ne découle pas avec certitude de la combinaison des articles 4, § 4, al. 1<sup>er</sup> et 4, § 5, 3<sup>o</sup> qu'une personne n'ayant jamais émis d'enchère puisse demander la suppression de ses données avant une période de 12 mois. Il a donc été précisé à l'article 4,

**HOOFDSTUK 1 - Definities****Artikel 1**

Artikel 1 van het ontwerp van koninklijk besluit bevat alle definities die nuttig zijn voor het lezen van het ontwerp. In zijn advies nr. 70.019/2/V van 30 augustus 2021 stelt de Raad van State, afdeling Wetgeving, dat de verplichting om de algemene gebruiksvoorwaarden op het platform bekend te maken en de verplichting voor de gebruikers om deze voorwaarden te aanvaarden, niet kunnen worden gevonden in een artikel dat enkel definities bevat. In overeenstemming met dit advies is het achtste punt van het artikel (algemene gebruiksvoorwaarden) aangepast. De verplichting om ze op het platform bekend te maken werd overgebracht naar artikel 4, § 1, eerste alinea, van het ontwerp. In tegenstelling tot bovengenoemd advies is de verplichting voor kandidaat-kopers om deze voorwaarden te aanvaarden echter niet overgebracht naar een ander artikel, maar gewoon geschrap, en dit in overeenstemming met advies nr. 97/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, uitgebracht op 14 juni 2021, waarin de Gegevensbeschermingsautoriteit in de punten 7 tot en met 13 van haar advies stelt dat de verplichting om de algemene gebruiksvoorwaarden te aanvaarden (vervat in artikel 7, § 4 van de hem voor advies voorgelegde versie van het ontwerp van koninklijk besluit) misleidend was door te suggereren dat deze toestemming de rechtsgrond vormt voor de verwerking van persoonsgegevens, terwijl deze verwerking is gebaseerd op de noodzaak ervan voor de vervulling van een opdracht van openbare dienst. Volgens de gegevensbeschermingsautoriteit moet het vereiste van toestemming voor de algemene gebruiksvoorwaarden daarom worden geschrap.

Overeenkomstig advies nr. 70.019/2/V van de Raad van State omvat de definitie van "bijzondere verkoopvoorwaarden" niet langer de verplichting om deze voorwaarden te aanvaarden of op het platform te publiceren. Deze verplichtingen werden overgebracht naar artikel 8, lid 1, punt 2, van het ontwerp van besluit.

**HOOFDSTUK 2 - Bekendmaking****Art. 2**

Het tweede artikel van het ontwerp van koninklijk besluit betreft de bekendmaking van een verkoop op het platform. In overeenstemming met bovengenoemd advies van de Raad van State is de bepaling herzien om te verduidelijken welke formaliteiten van artikel 1516 van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing zijn naargelang het soort verkoop (elektronisch of gecombineerd). Artikel 1516, lid 1, van het Gerechtelijk Wetboek bevat twee belangrijke formaliteiten inzake de bekendmaking: de eerste betreft de opstelling en aanplakking van een aanplakbiljet op de fysieke plaats van de verkoop ten minste drie dagen vóór de verkoop, en de tweede betreft de toezending van een kopie van dit aanplakbiljet aan de schuldenaar binnen dezelfde termijn. Bij een zuiver elektronische verkoop hoeft op de fysieke plaats van verkoop geen aanplakbiljet te worden aangebracht, omdat die fysieke plaats niet bestaat. Een dergelijke kennisgeving moet echter aan de schuldenaar worden meegegeed overeenkomstig de vereisten van artikel 1516, lid 1, van het Gerechtelijk Wetboek en de vereisten van lid 2 van hetzelfde artikel moeten eveneens worden nageleefd. In geval van een gecombineerde verkoop (die gelijktijdig op het platform en in een veilingzaal plaatsvindt) moeten alle bovengenoemde formaliteiten, alsmede de formaliteiten van artikel 1516, lid 2, van het Gerechtelijk Wetboek, worden vervuld.

**Art. 3**

Artikel 3 bepaalt dat de gerechtsdeurwaarder beslist wanneer de verkoop op het platform wordt bekendgemaakt. De kennisgeving aan de schuldenaar moet echter geschieden overeenkomstig artikel 1516, lid 1, van het Gerechtelijk Wetboek, dat de termijn voor de kennisgeving aan de schuldenaar bevat. Artikel 3 vermeldt ook de voornaamste informatie die in de bekendmaking moet worden opgenomen.

**HOOFDSTUK 3 – De verkoop****Afdeling 1 – Het platform****Art. 4**

Dit artikel heeft betrekking op het bij de nationale kamer van gerechtsdeurwaarders opgezette platform en bepaalt de doeleinden van het platform, alsmede het soort opgeslagen gegevens, de opslagtermijn en de rechten van de personen wier persoonsgegevens worden opgeslagen.

Met betrekking tot de duur van de opslag van persoonsgegevens heeft de Raad van State in zijn voornoemd advies nr. 70.019/2/V de opmerking gemaakt dat uit de combinatie van de artikelen 4, § 4, eerste lid, en 4, § 5, 3<sup>o</sup> niet met zekerheid volgt dat een persoon die nooit een veiling heeft verricht, vóór het verstrijken van een termijn van 12 maanden om de verwijdering van zijn gegevens kan verzoeken.

§ 1<sup>er</sup>, al. 1<sup>er</sup> du projet d'arrêté que la durée de conservation de 12 mois minimum s'applique sans préjudice du droit de suppression accordé au paragraphe 5, 3<sup>o</sup> du même article. Ceci signifie qu'une personne enregistrée sur la plateforme et n'ayant encore jamais émis d'enchère pourra bel et bien demander la suppression de ses données, quand bien même le délai de conservation de 12 mois minimum ne serait pas encore écoulé.

Une correction a également été apportée au paragraphe 6, 2<sup>o</sup> de cette disposition en projet suite à l'avis du Conseil d'Etat, précité. Cette correction vise à préciser que tout collaborateur auquel l'huissier de justice en charge de la vente aurait accordé un droit, sous la responsabilité de ce dernier, a également accès aux données de vente mentionnées aux points 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> de l'article 4, § 3 en projet.

#### Art. 5

L'article 5 dispose que la Chambre Nationale des huissiers de justice est le gestionnaire de la plateforme et le responsable du traitement des données. Suite à l'avis n°70.019/2/V du Conseil d'Etat, l'intitulé du règlement européen sur la protection des données a été complété.

### Section 2 - Enregistrement

#### Art. 6

Le présent article instaure l'obligation d'enregistrement sur la plateforme pour toute personne qui souhaite participer à une vente. Après l'enregistrement, chaque personne devra s'authentifier à l'aide de sa carte d'identité électronique ou un système offrant un niveau de sécurité équivalent tel que l'application ItsMe ou encore l'authentification à double facteur.

#### Art. 7

L'article 7 du projet d'arrêté indique les données qui sont nécessaires à l'enregistrement sur la plateforme, pour les personnes physiques ainsi que pour les personnes morales. Dans les deux cas, le numéro de registre national est demandé « le cas échéant ». En effet, l'article 6 du projet exige un enregistrement sur la plateforme ainsi qu'une authentification de la part du candidat-acheteur au moyen du module d'identification de la carte d'identité électronique ou celui d'un autre système adéquat offrant un niveau de sécurité équivalent ('Itsme' par exemple). Une troisième possibilité est que le candidat-acheteur s'authentifie via un système de double facteur de vérification en utilisant son numéro de GSM.

Précisément dans ce dernier cas, le numéro de registre national reste utile, afin d'identifier avec certitude le candidat-acheteur, en cas de fraude ou par exemple en cas d'application de l'article 1526, alinéa 2, du Code judiciaire (afin de retrouver le candidat-acheteur qui n'a pas payé le bien acheté). Par ailleurs, afin de garantir la visibilité la plus complète possible pour la plateforme (et éviter toute discrimination), la plateforme sera également accessible aux personnes ayant une nationalité autre que la nationalité belge.

Si le candidat-acheteur ne dispose pas de carte d'identité électronique belge, il sera recouru au système d'identification en double facteur via le numéro de téléphone qui ne nécessite donc pas l'usage d'une carte d'identité.

### Section 3 – Déroulement de la vente

#### Art. 8

Cette disposition en projet décrit le déroulement de la vente et détermine les informations principales devant être mentionnées dans les conditions particulières de vente ainsi que l'obligation pour les candidat-acheteurs de les accepter préalablement à chaque vente. Il est également indiqué que tout candidat-acheteur ayant accepté ces conditions particulières de vente peuvent émettre des enchères. Une rétribution sera due par l'acheteur ayant emporté la vente. Durant la vente, le candidat-acheteur verra clairement le montant de cette rétribution.

Conformément à l'avis n° 70.019/2/V du Conseil d'Etat, le montant de la rétribution sera fixé par le Ministre de la justice, en tant qu'il s'agit d'une mesure accessoire ou de détail qui peut donc faire l'objet d'une délégation au Ministre de la Justice. Le Ministre de la justice devra fixer ce montant après avis de la Chambre Nationale des huissiers de justice, celle-ci étant la mieux placée pour renseigner le Ministre sur cette question, en tant que gestionnaire de la plateforme.

Dans le même article, le paragraphe 3, alinéa 2 indique que l'huissier de justice a le droit de décider à tout moment, en ce compris avant la fin annoncée de la vente, de suspendre ou de clôturer cette vente. Cette possibilité, qui existe également lors des ventes physiques est justifiée

Daarom werd in artikel 4, § 1, eerste lid, van het ontwerp van besluit verduidelijkt dat de minimumbewaartermijn van 12 maanden geldt onverminderd het in paragraaf 5, 3<sup>o</sup>, van hetzelfde artikel toegekende recht op schrapping. Dit betekent dat een persoon die op het platform is geregistreerd en nooit een veiling heeft geplaatst, kan verzoeken dat zijn of haar gegevens worden gewist, ook al is de minimale bewaartermijn van 12 maanden nog niet verstreken.

Tevens is een correctie aangebracht in paragraaf 6, 2<sup>o</sup>, van deze bepaling in ontwerp naar aanleiding van bovengenoemd advies van de Raad van State. Deze correctie strekt ertoe te verduidelijken dat elke medewerker aan wie de met de verkoop belaste gerechtsdeurwaarder een recht heeft toegekend, onder de verantwoordelijkheid van deze gerechtsdeurwaarder, eveneens toegang heeft tot de verkoopgegevens bedoeld in de punten 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> en 8<sup>o</sup> van artikel 4, § 3, in ontwerp.

#### Art. 5

Artikel 5 bepaalt dat de nationale kamer van gerechtsdeurwaarders de beheerder van het platform en de beheerder van de verwerking is. Ingevolge advies nr. 70.019/2/V van de Raad van State werd de titel van de Europese verordening betreffende gegevensbescherming aangevuld.

### Afdeling 2 - Registratie

#### Art. 6

Dit artikel voert de verplichting in tot registratie op het platform voor eenieder die aan een verkoop wenst deel te nemen. Na registratie zal eenieder zich moeten authenticeren met behulp van zijn elektronische identiteitskaart of een systeem dat een gelijkwaardig veiligheidsniveau biedt, zoals de ItsMe-applicatie of twee-factorauthenticatie.

#### Art. 7

Artikel 7 van het ontwerp van besluit vermeldt de gegevens die nodig zijn voor registratie op het platform, zowel voor natuurlijke personen als voor rechtspersonen. In beide gevallen wordt het nationaal registratienummer gevraagd "desgevallend". Artikel 6 van het ontwerp vereist immers de registratie op het platform en de authenticatie door de kandidaat-koper door middel van de authenticatiemodule van de elektronische identiteitskaart of een ander passend systeem dat een gelijkwaardig veiligheidsniveau biedt ("Itsme" bijvoorbeeld). Een derde mogelijkheid is dat de kandidaat-koper zich authenticert via een systeem met dubbele verificatiefactor waarbij gebruik wordt gemaakt van zijn mobiele telefoonnummer.

In dit laatste geval is het nationaal registratienummer nog steeds nuttig om de kandidaat-koper met zekerheid te identificeren, in geval van fraude of bijvoorbeeld in geval van toepassing van artikel 1526, lid 2, van het Gerechtelijk Wetboek (om de kandidaat-koper op te sporen die de gekochte goederen niet heeft betaald). Om een zo volledig mogelijke zichtbaarheid van het platform te garanderen (en elke vorm van discriminatie te vermijden), zal het platform bovendien ook toegankelijk zijn voor personen met een andere nationaliteit dan de Belgische.

Indien de kandidaat-koper niet over een Belgische elektronische identiteitskaart beschikt, zal het twee-factor-identificatiesysteem worden gebruikt via het telefoonnummer, waarvoor geen identiteitskaart vereist is.

### Afdeling 3 – Het verloop van de verkoop

#### Art. 8

Deze bepaling in het ontwerp beschrijft het verloop van de verkoop en stelt de voornaamste gegevens vast die in de bijzondere verkoopsvoorwaarden moeten worden vermeld, alsmede de verplichting voor kandidaat-kopers om deze voorafgaand aan elke verkoop te aanvaarden. Tevens wordt bepaald dat elke kandidaat-koper die deze bijzondere verkoopsvoorwaarden heeft aanvaard, een bod mag uitbrengen. De succesvolleieder zal een retributie moeten betalen. Tijdens de verkoop zal de kandidaat-koper duidelijk het bedrag van deze retributie zien.

Overeenkomstig advies nr. 70.019/2/V van de Raad van State zal het bedrag van de retributie worden vastgesteld door de Minister van Justitie, aangezien het gaat om een bijkomende of gedetailleerde maatregel die derhalve aan de Minister van Justitie kan worden gedelegeerd. De Minister van Justitie zal dit bedrag moeten vaststellen na advies van de Nationale Kamer van de gerechtsdeurwaarders, die als beheerder van het platform het best geplaatst is om de Minister over deze kwestie te informeren.

In hetzelfde artikel wordt in lid 3, tweede lid, aangegeven dat de gerechtsdeurwaarder te allen tijde, ook vóór het aangekondigde einde van de verkoop, kan besluiten deze verkoop op te schorten of te beëindigen. Deze mogelijkheid, die ook bestaat bij de fysieke verkoop,

par le fait que l'huissier de justice doit toujours s'assurer que la vente du bien profite le plus possible au débiteur. Ainsi, l'huissier aura la possibilité de suspendre ou de clôturer la vente, par exemple, si le bien ne trouve aucun candidat-acheteur, ou qu'un bien d'une certaine valeur et mis en vente pour une somme modique n'en trouve pas assez pour faire monter les enchères de manière suffisante. Dans le cadre de la vente électronique plus particulièrement, cette possibilité constitue également une mesure de sécurité, dans le cas par exemple où il y aurait un problème technique au niveau du fonctionnement de la plateforme.

#### Section 4 - Adjudication

##### Art. 9 et 10

Les articles 9 et 10 en projet portent sur l'adjudication du bien vendu. Le bien est adjugé au candidat-acheteur ayant émis l'enchère la plus élevée au moment où la vente est clôturée et l'acheteur en est informé par le biais d'un avis électronique envoyé à l'adresse mail indiquée au moment de son enregistrement sur la plateforme.

Dans les trois jours de l'envoi de cet avis électronique, l'huissier de justice établit un procès-verbal d'adjudication, dont l'acheteur peut demander un extrait. Conformément à l'avis du Conseil d'Etat précité, seul les informations relatives à la dernière enchère seront reprises dans ce procès-verbal.

#### CHAPITRE 4 – Paiement

##### Art. 11 et 12

Ces deux dispositions en projet portent sur le paiement du bien acheté via la plateforme. Le paiement est fait de manière électronique auprès de l'huissier de justice chargé de la vente et dans le délai indiqué dans l'avis électronique visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>.

#### CHAPITRE 5 – Entrée en vigueur

##### Art. 13

L'article 28 de la loi du 28 novembre 2021 visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme apporte une correction à la version française de l'article 1526, alinéa 3 du Code judiciaire qui constitue le principal fondement légal du présent projet d'arrêté. Ce projet d'arrêté entrera donc en vigueur en même temps que l'article 28 de la loi précitée.

#### CHAPITRE 6 – Disposition exécutoire

##### Art. 14

Cet article constitue la disposition exécutoire du présent projet d'arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
Le Ministre de la Justice,  
V. VAN QUICKENBORNE

#### CONSEIL D'ÉTAT section de législation

Avis 70.019/2/V du 30 août 2021 sur un projet d'arrêté royal 'déterminant les modalités de vente publique judiciaire électronique de biens meubles en vertu des articles 1516, 1522 et 1526 du Code judiciaire'

Le 26 juillet 2021, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Vice Premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit (1) jusqu'au 9 septembre 2021, sur un projet d'arrêté royal 'déterminant les modalités de vente publique judiciaire électronique de biens meubles en vertu des articles 1516, 1522 et 1526 du Code judiciaire'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 30 août 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'Etat, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Aurore PERCY, auditeur adjoint.

wordt gerechtvaardigd door het feit dat de gerechtsdeurwaarder er steeds op moet toezien dat de verkoop van het goed de schuldenaar zoveel mogelijk ten goede komt. Zo zal de gerechtsdeurwaarder de verkoop kunnen opschorten of stopzetten, bijvoorbeeld wanneer het goed geen kandidaat-koper vindt, of wanneer een goed van een bepaalde waarde dat te koop wordt aangeboden voor een gering bedrag, niet genoeg kandidaat-kopers vindt om het bod voldoende te doen stijgen. Met name in het kader van de elektronische verkoop is deze mogelijkheid ook een veiligheidsmaatregel, bijvoorbeeld in geval van een technisch probleem met de werking van het platform.

#### Afdeling 4 - Toewijzing

##### Art. 9 en 10

De artikelen 9 en 10 in het ontwerp hebben betrekking op de toewijzing van het verkochte goed. Het goed wordt bij de sluiting van de verkoop aan de hoogste bieder toegewezen en de koper wordt hiervan in kennis gesteld door middel van een elektronisch bericht dat naar het bij de inschrijving op het platform opgegeven e-mailadres wordt gestuurd.

Binnen drie dagen na de verzending van dit elektronisch bericht stelt de deurwaarder een proces-verbaal van toewijzing op, waarvan de koper een uittreksel kan vragen. In overeenstemming met bovengenoemd advies van de Raad van State zullen in dit proces-verbaal alleen de gegevens betreffende het laatste bod worden opgenomen.

#### HOOFDSTUK 4 – Betaling

##### Art. 11 en 12

Deze twee bepalingen in het ontwerp hebben betrekking op de betaling van via het platform aangekochte goederen. De betaling geschiedt elektronisch aan de gerechtsdeurwaarder die met de verkoop belast is en binnen de termijn vermeld in het elektronisch bericht bedoeld in artikel 9, § 1.

#### HOOFDSTUK 5 – Inwerkingtreding

##### Art. 13

Artikel 28 van de wet van 28 november 2021 om justitie menselijker, sneller en straffer te maken, verbetert de Franse versie van artikel 1526, lid 3, van het Gerechtelijk Wetboek, dat de voornaamste rechtsgrondslag van dit ontwerp van besluit vormt. Dit ontwerp van besluit zal dus in werking treden op hetzelfde tijdstip als artikel 28 van voornoemde wet.

#### HOOFDSTUK 6 - Uitvoeringsbepaling

##### Art. 14

Dit artikel is de uitvoeringsbepaling van dit ontwerp van besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Justitie,  
V. VAN QUICKENBORNE

#### RAAD VAN STATE afdeling Wetgeving

Advies 70.019/2/V van 30 augustus 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vastlegging van de modaliteiten van de openbare gerechtelijke elektronische verkoop van roerende goederen krachtens artikelen 1516, 1522 en 1526 van het Gerechtelijk Wetboek'

Op 26 juli 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege(1) verlengd tot 9 september 2021 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vastlegging van de modaliteiten van de openbare gerechtelijke elektronische verkoop van roerende goederen krachtens artikelen 1516, 1522 en 1526 van het Gerechtelijk Wetboek'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 30 augustus 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Aurore PERCY, adjunct-auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 août 2021.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

## EXAMEN DU PROJET

### PRÉAMBULE

1. Les articles 1516, alinéa 3, 1522, alinéa 3, et 1526, alinéa 3, du Code judiciaire ont été insérés, et non modifiés, par la loi du 5 mai 2019 'portant dispositions diverses en matière d'informatisation de la Justice, de modernisation du statut des juges consulaires et relativement à la banque des actes notariés'.

Par conséquent, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il sera précisé que les articles 1516, alinéa 3, et 1522, alinéa 3, ont été insérés par la loi du 5 mai 2019 et que l'article 1526, alinéa 3, du Code judiciaire a été inséré par la loi du 5 mai 2019 et modifié par la loi dont l'avant projet (avant projet de loi 'visant à rendre la justice plus rapide, plus humaine et plus ferme') a fait l'objet de l'avis 69.439/1 2 3 4.

2. L'alinéa 3 sera complété par la date de l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, à savoir le 30 juin 2021.

### DISPOSITIF

#### Article 1<sup>er</sup>

1. Une énumération au sein d'un article se présente sous la forme de la séquence « 1<sup>o</sup> », « 2<sup>o</sup> », « 3<sup>o</sup> », etc. et non sous celle de tirets (2).

2. Au quatrième tiret, les mots « mentionnée ci après » seront omis.

3. Il convient de ne pas introduire d'éléments normatifs dans une définition (3).

L'obligation de publier sur la plateforme les conditions générales d'utilisation et l'obligation pour le candidat acheteur d'accepter les conditions générales d'utilisation lors de chaque enregistrement, qui figurent au huitième tiret dans la définition des mots « Conditions générales d'utilisation », figureront dans un autre article du projet.

Au neuvième tiret, les mots et signe de ponctuation « , disponibles sur la plateforme et qui doivent être acceptées par le candidat acheteur préalablement à chaque participation à la vente » doivent être transférés dans d'autres articles, après avoir été adaptés.

#### Article 2

L'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, dispose que

« [l]a vente est annoncée sur la plateforme, le cas échéant, sans préjudice des exigences de l'article 1516 du Code judiciaire ».

Interrogée au sujet de la portée de cette disposition, la déléguée du Ministre a exposé ce qui suit :

« L'article 1516 du Code judiciaire contient entre autres deux exigences importantes qui sont : l'affichage du placard dressé au lieu de la vente au moins trois jours ouvrables avant le jour de la vente et la transmission d'un exemplaire de ce placard au débiteur dans le même délai. Il faudra dans ce cadre, distinguer la vente purement électronique et la vente combinée.

Dans le cas d'une vente purement électronique : l'huissier de justice devra toujours dresser un placard et en adresser un exemplaire au débiteur 'au moins 3 jours ouvrables avant' la vente. Il ne devra simplement pas afficher ce placard 'à l'endroit où aura lieu la vente' dès lors qu'il n'y a pas d'endroit physique où aura lieu la vente. L'huissier décidera par ailleurs du moment de l'annonce de la vente sur la plateforme, cette annonce pouvant avoir lieu à tout moment.

Dans le cas d'une vente combinée, par contre, l'huissier de justice devra non seulement toujours dresser un placard et en adresser un exemplaire au débiteur 'au moins 3 jours ouvrables avant' la vente, mais devra également afficher ce placard selon le prescrit de

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 augustus 2021.

\*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

### AANHEF

1. De artikelen 1516, derde lid, 1522, derde lid, en 1526, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek zijn ingevoegd, en niet gewijzigd, bij de wet van 5 mei 2019 'houdende diverse bepalingen inzake informatisering van Justitie, modernisering van het statuut van rechters in ondernemingszaken en inzake de notariële aktebank'.

Bijgevolg moet in het eerste lid gepreciseerd worden dat de artikelen 1516, derde lid, en 1522, derde lid, ingevoegd zijn bij de wet van 5 mei 2019 en dat artikel 1526, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek ingevoegd is bij de wet van 5 mei 2019 en gewijzigd is bij de wet over het voorontwerp waarvan (voorontwerp van wet 'om justitie sneller, menselijker en straffer te maken') advies 69.439/1 2 3 4 uitgebracht is.

2. Het derde lid moet aangevuld worden met de datum waarop de staatssecretaris voor Begroting het ontwerp akkoord heeft bevonden, namelijk 30 juni 2021.

### DISPOSITIEF

#### Artikel 1

1. In een opsomming binnen een artikel wordt gewerkt met de ondervindingen "1<sup>o</sup>", "2<sup>o</sup>", "3<sup>o</sup>", enz., en niet met streepjes.(2)

2. Onder het vierde streepje moeten de woorden "hierna vermelde" weggelaten worden.

3. In een definitie mogen geen regelgevende elementen opgenomen worden.(3)

De verplichting om op het platform de algemene gebruiksvoorwaarden bekend te maken en de verplichting voor de kandidaat koper om bij elke registratie de algemene gebruiksvoorwaarden te aanvaarden, waarvan melding gemaakt wordt onder het achtste streepje van de definitie van de woorden "Algemene gebruiksvoorwaarden", moeten in een ander artikel van het ontwerp vermeld worden.

Onder het negende streepje moeten de woorden en het leesteken " , die beschikbaar zijn op het platform en die de kandidaat koper voorafgaandelijk aan elke deelname aan een verkoop moet aanvaarden" naar andere artikelen overgeheveld worden, na aanpassing.

#### Artikel 2

Artikel 2, eerste lid, luidt als volgt:

"De verkoop wordt bekendgemaakt via het platform, desgevallend onverminderd de eisen van artikel 1516 van het Gerechtelijk Wetboek."

Op de vraag wat de strekking is van die bepaling, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

"L'article 1516 du Code judiciaire contient entre autres deux exigences importantes qui sont: l'affichage du placard dressé au lieu de la vente au moins trois jours ouvrables avant le jour de la vente et la transmission d'un exemplaire de ce placard au débiteur dans le même délai. Il faudra dans ce cadre, distinguer la vente purement électronique et la vente combinée.

Dans le cas d'une vente purement électronique: l'huissier de justice devra toujours dresser un placard et en adresser un exemplaire au débiteur 'au moins 3 jours ouvrables avant' la vente. Il ne devra simplement pas afficher ce placard 'à l'endroit où aura lieu la vente' dès lors qu'il n'y a pas d'endroit physique où aura lieu la vente. L'huissier décidera par ailleurs du moment de l'annonce de la vente sur la plateforme, cette annonce pouvant avoir lieu à tout moment.

Dans le cas d'une vente combinée, par contre, l'huissier de justice devra non seulement toujours dresser un placard et en adresser un exemplaire au débiteur 'au moins 3 jours ouvrables avant' la vente, mais devra également afficher ce placard selon le prescrit de

l'article 1516 du Code judiciaire au lieu physique de la vente étant donné qu'il y aura bien un lieu physique de vente. L'huissier de justice pourra par ailleurs décider du moment de l'annonce de la vente sur la plateforme ».

L'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet sera revu afin de viser plus précisément l'article 1516, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du Code judiciaire.

Par ailleurs, il ressort de la réponse de la déléguée du Ministre que la disposition à l'examen doit être comprise en ce sens que diverses modalités prévues à l'article 1516, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du Code judiciaire trouvent à s'appliquer en cas de vente électronique, qu'elle soit purement électronique ou combinée avec une vente dans la salle des ventes.

Dès lors que les mots « le cas échéant » sont imprécis et laissent entendre que les modalités qu'impose l'article 1516, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du Code judiciaire pourraient ne pas être respectées, il y a lieu de les omettre et de revoir l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet afin que celui-ci traduise plus clairement l'intention de son auteur dans le respect de l'article 1516 du Code judiciaire.

Cette intention serait mieux traduite en indiquant de manière expresse dans le dispositif, pour chacun des deux cas de figure (vente publique exclusivement électronique et vente combinée), celles des formalités des deux alinéas de l'article 1516 du Code judiciaire qui, conformément aux exigences légales, doivent demeurer. Le texte prendra soin à exprimer que c'est « conformément à » cette dernière disposition que ces précisions sont apportées et ce, afin d'éviter la critique selon laquelle un texte réglementaire apparaîtrait à tort comme énonçant une règle alors qu'elle trouve en réalité sa source dans une disposition législative.

#### Article 4

1. De l'accord de la déléguée du Ministre, les mots « à l'article 7, § 2 ou § 3 », figurant à l'article 4, § 2, seront remplacés par les mots « à l'article 7, § 1<sup>er</sup> ou 2 ».

La même observation vaut pour les articles 4, § 3, 6°, et § 5, et 10, § 1<sup>er</sup>, 1°.

2. À l'article 4, § 3, 7°, les mots « à l'article 9 » seront remplacés par les mots « à l'article 9, § 1<sup>er</sup> ».

La même observation vaut pour les articles 11 et 12.

3. Conformément à l'article 4, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les données d'identification des candidats acheteurs sont conservées « pour une durée de 12 mois minimum suivant l'enregistrement ou suivant toute participation à une vente ».

L'article 4, § 5, 3°, dispose par ailleurs que le candidat acheteur « qui n'a encore émis aucune enchère et celui qui n'a plus émis d'enchère depuis au moins 6 mois peut, à tout moment, demander la suppression de ses données personnelles ».

La lecture combinée de ces deux dispositions ne permet pas de considérer avec certitude qu'un candidat acheteur qui s'est enregistré mais qui n'a jamais émis d'enchère depuis son enregistrement dispose également, sur la base de l'article 4, § 5, 3°, du droit d'obtenir la suppression de ses données.

L'article 4 sera clarifié.

4. L'article 4, § 5, 2°, prévoit que les données des candidats acheteurs participant à une vente publique sont accessibles à l'huissier qui assume la gestion et l'organisation de la vente ainsi qu'aux collaborateurs à qui il accorde ce droit, sous sa responsabilité.

Quant à l'article 4, § 6, 2°, il ne prévoit pas l'accès aux données visées à l'article 4, § 3, 5° à 8°, pour les collaborateurs de l'huissier. La déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit à ce sujet :

« Dans le cadre de l'article 4, § 6, 2°, les mots 'huissier de justice' incluent en réalité également tout collaborateur auquel l'huissier en charge de la gestion et de l'organisation de la vente aurait accordé un droit. Cette disposition peut être complétée pour préciser telle lecture ».

L'article 4, § 6, 2°, sera revu en ce sens.

#### Article 5

1. Au paragraphe 2, le règlement général sur la protection des données sera mentionné par son intitulé complet (« règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des

l'article 1516 du Code judiciaire au lieu physique de la vente étant donné qu'il y aura bien un lieu physique de vente. L'huissier de justice pourra par ailleurs décider du moment de l'annonce de la vente sur la plateforme."

Artikel 2, eerste lid, van het ontwerp moet aldus herzien worden dat daarin nauwkeuriger verwezen wordt naar artikel 1516, eerste en tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Uit het antwoord van de gemachtigde van de minister blijkt overigens dat de voorliggende bepaling in die zin begrepen dient te worden dat verschillende regels vastgesteld in artikel 1516, eerste en tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing zijn in geval van een elektronische verkoop, ongeacht of het om een louter elektronische verkoop gaat, dan wel om een elektronische verkoop én een verkoop in de veilingzaal.

Aangezien het woord "desgevallend" onduidelijk is en de indruk wekt dat de regels opgelegd bij artikel 1516, eerste en tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek niet nageleefd zouden kunnen worden, moet het weggelaten worden en moet artikel 2, eerste lid, van het ontwerp aldus herzien worden dat daarin duidelijker de bedoeling van de steller ervan weergegeven wordt, met inachtneming van artikel 1516 van het Gerechtelijk Wetboek.

Die bedoeling zou beter weergegeven worden door in het dispositief voor elk van beide gevallen (louter elektronische openbare verkoop en gemengde verkoop) uitdrukkelijk aan te geven welke van de vormvoorschriften die in beide leden van artikel 1516 van het Gerechtelijk Wetboek vervat zijn overeenkomstig de wettelijke vereisten behouden moeten blijven. Er moet voor gezorgd worden dat in de tekst tot uiting komt dat die verduidelijkingen "overeenkomstig" die laatste bepaling aangebracht worden, teneinde de kritiek te vermijden dat de indruk zou kunnen ontstaan dat in een regelgevende tekst een regel geformuleerd wordt, terwijl die regel in feite zijn oorsprong vindt in een wetsbepaling.

#### Artikel 4

1. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de woorden "in artikel 7, § 2 of 3" vervat in artikel 4, § 2, vervangen moeten worden door de woorden "in artikel 7, § 1 of § 2".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 4, § 3, 6°, en § 5, en 10, § 1, 1°.

2. In artikel 4, § 3, 7°, moeten de woorden "in artikel 9" vervangen worden door de woorden "in artikel 9, § 1".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 11 en 12.

3. Overeenkomstig artikel 4, § 4, eerste lid, worden de identificatiegegevens van de kandidaat-kopers "vanaf de registratie of de deelname aan een verkoop gedurende minimum 12 maanden bewaard".

In artikel 4, § 5, 3°, wordt voorts bepaald dat de kandidaat koper "[d]ie nog geen bod heeft uitgebracht en [d]ie al minstens 6 maanden geen bod meer heeft uitgebracht (...) te allen tijde [kan] verzoeken om verwijdering van zijn persoonsgegevens".

Op grond van de samenlezing van die twee bepalingen kan er niet met zekerheid van uitgegaan worden dat een kandidaat-koper die zich geregistreerd heeft maar sinds zijn registratie nog nooit een bod uitgebracht heeft, op basis van artikel 4, § 5, 3°, eveneens het recht heeft om zijn gegevens te laten verwijderen.

Artikel 4 moet verduidelijkt worden.

4. Artikel 4, § 5, 2°, bepaalt dat de deurwaarder die het beheer en de organisatie van de verkoop op zich neemt alsook de medewerkers aan wie hij dit recht toekent onder zijn verantwoordelijkheid toegang hebben tot de gegevens van de kandidaat-kopers die deelnemen aan een openbare verkoop.

Artikel 4, § 6, 2°, bepaalt zijnerzijds niet dat de medewerkers van de deurwaarder toegang hebben tot de gegevens bedoeld in artikel 4, § 3, 5° tot 8°. De gemachtigde van de minister heeft in dat verband het volgende gesteld:

"Dans le cadre de l'article 4, § 6, 2°, les mots 'huissier de justice' incluent en réalité également tout collaborateur auquel l'huissier en charge de la gestion et de l'organisation de la vente aurait accordé un droit. Cette disposition peut être complétée pour préciser telle lecture."

Artikel 4, § 6, 2°, moet in die zin herzien worden.

#### Artikel 5

1. In paragraaf 2 moet melding gemaakt worden van het volledige opschrift van de algemene verordening gegevensbescherming ("verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in

données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) »).

2. À l'article 5, § 3, les mots « doivent s'engager » seront remplacés par les mots « s'engagent » (4).

#### Article 7

Au sujet de la collecte du numéro de registre national, prévue par l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, et § 2, 5<sup>o</sup>, la déléguée du Ministre a exposé ce qui suit :

« L'article 6 du projet exige un enregistrement sur la plateforme ainsi qu'une authentification de la part du candidat acheteur au moyen du module d'identification de la carte d'identité électronique ou celui d'un autre système adéquat offrant un niveau de sécurité équivalent ('It's me' par exemple). Une troisième possibilité est que le candidat-acheteur s'authentifie via un système de double facteur de vérification en utilisant son numéro de GSM.

Précisément dans ce dernier cas, le numéro de registre national reste utile, afin d'identifier avec certitude le candidat-acheteur, en cas de fraude ou par exemple en cas d'application de l'article 1526, al. 2, C. jud. (afin de retrouver le candidat-acheteur qui n'a pas payé le bien acheté) ».

Elle indique par ailleurs qu'

« [a]fin de garantir la visibilité la plus complète possible pour la plateforme (et éviter toute discrimination), la plateforme sera effectivement accessible aux personnes ayant une nationalité autre que la nationalité belge.

Si le candidat acheteur ne dispose pas de carte d'identité électronique belge, il sera recouru au système d'identification en double facteur via le numéro de téléphone qui ne nécessite donc pas l'usage d'une carte d'identité ».

Ces précisions seront utilement apportées dans le rapport au Roi afin d'éclairer le lecteur sur la signification des mots « le cas échéant », qui figurent à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, et § 2, 5<sup>o</sup>.

#### Article 8

1. Conformément à l'article 8, § 2, alinéa 2,

« [u]ne rétribution est [due] par l'acheteur. Cette rétribution consiste en un montant progressif sur le prix de vente, déterminé par la Chambre nationale des huissiers de justice. Le montant de la rétribution est affiché au moment de la confirmation de chaque enchère. Le montant de cette rétribution est annuellement communiqué au Ministre de la Justice ».

La section de législation a déjà souligné à plusieurs reprises que l'attribution de compétences réglementaires à des organismes ou institutions publics ou à leurs organes est difficilement conciliable avec les principes généraux du droit public belge en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et que tout contrôle parlementaire direct fait alors défaut en la matière. Les actes réglementaires de ce type sont en outre dépourvus des garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par la section de législation du Conseil d'État ; en outre, cette pratique rend incertaine la détermination de la place qu'occupent ces actes réglementaires dans la hiérarchie des normes.

Si, dans le passé, la section de législation a déjà jugé admissibles certaines exceptions à l'interdiction de déléguer une compétence réglementaire à de tels organismes ou institutions, il s'agissait généralement de délégations de portée limitée et d'une technicité telle que l'on pouvait considérer que ces organismes ou ces institutions, qui devaient appliquer la réglementation concernée, étaient également les mieux placés pour l'élaborer en connaissance de cause et exercer la compétence ainsi déléguée (5).

En l'espèce, la fixation du montant de la rétribution ne présente pas le caractère technique qui justifie une délégation à la Chambre nationale des huissiers de justice. S'agissant d'une mesure accessoire ou de détail, elle pourrait, par contre, être déléguée au ministre de la Justice.

2. L'alinéa 2 du paragraphe 3 prévoit que l'huissier de justice peut décider de suspendre ou clôturer la vente à tout moment. Il suit l'alinéa 1<sup>er</sup>, consacré à la clôture de la vente et à la réalisation de l'adjudication, après l'enregistrement de la dernière enchère émise.

Tel qu'il est rédigé, l'alinéa 2 en question ne permet notamment pas de déterminer dans quelles hypothèses l'huissier est ainsi habilité à clôturer une vente « à tout moment », y compris donc avant

verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) »).

2. In artikel 5, § 3, moeten de woorden "moeten zich schriftelijk verbinden" vervangen worden door de woorden "verbinden zich schriftelijk".(4)

#### Artikel 7

In verband met het opvragen van het rijksregisternummer waarin artikel 7, § 1, 4<sup>o</sup>, en § 2, 5<sup>o</sup>, voorziet, heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

"L'article 6 du projet exige un enregistrement sur la plateforme ainsi qu'une authentification de la part du candidat-acheteur au moyen du module d'identification de la carte d'identité électronique ou celui d'un autre système adéquat offrant un niveau de sécurité équivalent ('It's me' par exemple). Une troisième possibilité est que le candidat-acheteur s'authentifie via un système de double facteur de vérification en utilisant son numéro de GSM.

Précisément dans ce dernier cas, le numéro de registre national reste utile, afin d'identifier avec certitude le candidat-acheteur, en cas de fraude ou par exemple en cas d'application de l'article 1526, al. 2, C. jud. (afin de retrouver le candidat-acheteur qui n'a pas payé le bien acheté)."

Ze merkt bovendien het volgende op:

"Afin de garantir la visibilité la plus complète possible pour la plateforme (et éviter toute discrimination), la plateforme sera effectivement accessible aux personnes ayant une nationalité autre que la nationalité belge.

Si le candidat-acheteur ne dispose pas de carte d'identité électronique belge, il sera recouru au système d'identification en double facteur via le numéro de téléphone qui ne nécessite donc pas l'usage d'une carte d'identité."

Het verdient aanbeveling om die verduidelijkingen aan te brengen in het verslag aan de Koning teneinde aan de lezer duidelijk te maken wat de betekenis is van het woord "desgevallend" dat vervat is in artikel 7, § 1, 4<sup>o</sup>, en § 2, 5<sup>o</sup>.

#### Artikel 8

1. Artikel 8, § 2, tweede lid, luidt als volgt:

"De koper moet een retributie betalen. Deze retributie bestaat uit een progressief bedrag over de verkoopprijs, vastgesteld door de Nationale Kamer van gerechtsdeurwaarders. Het bedrag van de vergoeding wordt bij de bevestiging van elke bieding aangegeven. Het bedrag van deze retributie wordt jaarlijks aan de Minister van Justitie meegedeeld."

Zoals de afdeling Wetgeving reeds herhaaldelijk heeft opgemerkt, valt het toekennen van verordenende bevoegdheden aan instanties of openbare instellingen of aan organen ervan moeilijk in overeenstemming te brengen met de algemene principes van het Belgisch publiekrecht, aangezien erdoor wordt geraakt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht en ter zake iedere rechtstreekse parlementaire controle ontbreekt. Verordeningen van die aard ontberen daarenboven de waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake bekendmaking en de preventieve controle van de afdeling Wetgeving van de Raad van State; bovendien creëert die praktijk onzekerheid over de plaats die die regelgevende teksten innemen in de hiërarchie van de normen.

Als de afdeling Wetgeving in het verleden al uitzonderingen op het verbod van delegatie van een reglementaire bevoegdheid aan zulke instanties of openbare instellingen toelaatbaar heeft geacht, betrof het doorgaans delegaties met een beperkte draagwijdte en van een zodanig technische aard dat ervan kon worden uitgegaan dat die instanties of die instellingen, die de betrokken regelgeving dienden toe te passen, ook het best geplaatst waren om die met kennis van zaken uit te werken en de aldus gedelegeerde bevoegdheid uit te oefenen.(5)

In casu is de vaststelling van het bedrag van de vergoeding niet van een zodanig technische aard dat een delegatie aan de Nationale Kamer van gerechtsdeurwaarders gerechtvaardigd is. Aangezien het om een bijkomstige maatregel of een detailkwestie gaat, zou die vaststelling echter aan de minister van Justitie overgelaten kunnen worden.

2. Het tweede lid van paragraaf 3 bepaalt dat de gerechtsdeurwaarder op elk moment kan beslissen om de verkoop op te schorten of af te sluiten. Het volgt op het eerste lid dat handelt over het afsluiten van de verkoop en de toewijzing van het goed na registratie van de laatste bieding.

Zoals het tweede lid in kwestie gesteld is, kan met name niet bepaald worden in welke gevallen de deurwaarder aldus gemachtigd wordt om een verkoop "op elk moment" af te sluiten, dus ook vóór de registratie



l'enregistrement de la dernière enchère qui aurait pu être émise jusqu'au terme de la durée fixée pour la vente. Compte tenu de ce que la décision de l'huissier pourrait avoir des répercussions sur les intérêts des créanciers et des débiteurs intéressés par la vente, des explications figureront utilement dans le rapport au Roi en ce qui concerne les hypothèses ainsi envisagées. Le cas échéant, le dispositif sera complété sur ce point.

#### Article 10

1. Au sujet de l'article 10, § 1<sup>er</sup>, la déléguée du Ministre a exposé ce qui suit :

« La formulation est, selon nous, un peu maladroite et peut prêter à confusion en ce que l'adjudication a lieu, en réalité, immédiatement à la fin de la vente. Ce n'est donc pas l'adjudication qui doit avoir lieu dans un délai de trois jours ouvrables à compter de l'envoi de l'avis électronique à l'acheteur ayant émis l'enchère la plus élevée, mais bien le procès-verbal d'adjudication qui doit être dressé dans ce délai ».

La phrase introductive de l'article 10, § 1<sup>er</sup>, sera revue en ce sens.

2. Interrogée au sujet du nombre d'enchères qui doivent figurer dans le procès-verbal d'adjudication, la déléguée a expliqué qu'« il ressort de la pratique quotidienne que seul le montant de la dernière enchère est mentionné dans le P-V d'adjudication. Nous proposons d'adapter l'AR en conséquence ».

L'article 10, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, sera également revu en ce sens.

Le greffier,  
Béatrice Drapier

Le président,  
Pierre Vandernoot

#### Notes

(1) Ce délai résulte de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, in fine, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

(2) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandations nos 58 et 59.

(3) Ibidem, recommandation n<sup>o</sup> 97.

(4) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n<sup>o</sup> 3.5.2.

(5) Avis 40.615/2 donné le 6 juin 2006 sur un avant-projet devenu la loi du 20 juillet 2006 'portant des dispositions diverses' (Doc. parl., Chambre, 2005-2006, n<sup>o</sup> 2518/1, pp. 346 à 389, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/40615.pdf>) ; avis 69.453/2 donné le 24 juin 2021 sur un avant-projet de loi 'portant organisation d'un Registre des crédits aux entreprises' ; avis 69.921/2/V donné le 18 août 2021 sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse'.

**28 NOVEMBRE 2021. — Arrêté royal déterminant les modalités de vente publique judiciaire électronique de biens meubles en vertu des articles 1516, 1522 et 1526 du Code judiciaire**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, les articles 1516, alinéa 3, 1522, alinéa 3, insérés par la loi du 5 mai 2019 et l'article 1526, alinéa 3, inséré par la loi du 5 mai 2019 et modifié par la loi du 28 novembre 2021 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 mai 2021 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au budget, donné le 30 juin 2021 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 97/2021 de l'Autorité de protection des données du 14 juin 2021 ;

van het laatste bod dat tot op het einde van de voor de verkoop vastgestelde termijn had kunnen worden uitgebracht. Gelet op het feit dat de beslissing van de deurwaarder een weerslag zou kunnen hebben op de belangen van de bij de verkoop betrokken schuldeisers en schuldenaars, verdient het aanbeveling om in het verslag aan de Koning uitleg te geven over de aldus beoogde gevallen. Het dispositief moet in voorkomend geval op dat punt aangevuld worden.

#### Artikel 10

1. In verband met artikel 10, § 1, heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

“La formulation est, selon nous, un peu maladroite et peut prêter à confusion en ce que l'adjudication a lieu, en réalité, immédiatement à la fin de la vente. Ce n'est donc pas l'adjudication qui doit avoir lieu dans un délai de trois jours ouvrables à compter de l'envoi de l'avis électronique à l'acheteur ayant émis l'enchère la plus élevée, mais bien le procès-verbal d'adjudication qui doit être dressé dans ce délai.”

De inleidende zin van artikel 10, § 1, moet in die zin herzien worden.

2. Op de vraag hoeveel biedingen in het proces-verbaal van toewijzing opgenomen moeten worden, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord: “Il ressort de la pratique quotidienne que seul le montant de la dernière enchère est mentionné dans le P-V d'adjudication. Nous proposons d'adapter l'AR en conséquence.”

Artikel 10, § 1, 3<sup>o</sup>, moet eveneens in die zin herzien worden.

De griffier,  
Béatrice Drapier

De voorzitter,  
Pierre Vandernoot

#### Nota's

(1) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, in fine, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

(2) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 58 en 59.

(3) Ibidem, aanbeveling 97.

(4) Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 3.5.2.

(5) Advies 40.615/2, op 6 juni 2006 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 20 juli 2006 'houdende diverse bepalingen' (Parl.St. Kamer 2005-06, nr. 2518/001, 346-389, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/40615.pdf>) ; advies 69.453/2, op 24 juni 2021 gegeven over een voorontwerp van wet 'tot organisatie van een Register van kredieten aan ondernemingen' ; advies 69.921/2/V, op 18 augustus 2021 gegeven over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen'.

**28 NOVEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot vastlegging van de modaliteiten van de openbare gerechtelijke elektronische verkoop van roerende goederen krachtens artikelen 1516, 1522 en 1526 van het Gerechtelijk Wetboek**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, artikelen 1516, derde lid, 1522, derde lid, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2019 en artikel 1526, derde lid, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2019 en gewijzigd bij de wet van 28 november 2021 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 mei 2021 ;

Gelet op het akkoord van de Staatssecretaris van Begroting, gegeven op 30 juni 2021 ;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging ;

Gelet op advies nr. 97/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 14 juni 2021 ;

Vu l'avis n° 70.019/2/V du Conseil d'Etat, donné le 30 août 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Justice et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté royal, on entend par :

1° « Huissier de justice » : l'huissier de justice qui signe le procès-verbal d'adjudication ;

2° « Bien » : un (lot de) bien(s) meuble(s) saisi(s) ;

3° « Lot » : une collection de biens vendus ensemble ;

4° « Vente » : une vente publique judiciaire par voie électronique via la plateforme ;

5° « Plateforme » : le registre central national sécurisé pour les ventes publiques judiciaires de biens meubles par voie électronique ;

6° « Candidat-acheteur » : toute personne physique ou morale souhaitant participer à une vente ;

7° « Enregistrement » : la procédure électronique d'inscription et d'identification du candidat-acheteur sur la plateforme, telle que visée à l'article 1526, alinéa 3, du Code judiciaire, préalablement à l'émission d'une enchère ;

8° « Conditions générales d'utilisation » : les conditions d'application concernant l'utilisation de la plateforme ;

9° « Conditions particulières de vente » : les modalités de la vente établies par l'huissier de justice ;

10° « Enchère » : offre faite par un candidat-acheteur, enregistrée dans la plateforme au moyen d'une procédure informatique certifiée.

#### CHAPITRE 2. — Annonce

**Art. 2.** La vente est annoncée sur la plateforme :

1° si la vente a lieu exclusivement par voie électronique, la vente est, par ailleurs, annoncée conformément aux exigences de l'article 1516, alinéa 1<sup>er</sup>, deuxième et troisième phrases, et alinéa 2, du Code judiciaire ;

2° si la vente a lieu simultanément par voie électronique et dans la salle de vente, la vente est, par ailleurs, annoncée conformément aux exigences de l'article 1516, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du Code judiciaire.

Toute personne a également la possibilité de recevoir automatiquement des notifications quant aux ventes à venir.

La vente peut également être annoncée par tout autre moyen électronique choisi par l'huissier de justice.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. L'huissier de justice décide du moment de l'annonce par voie électronique de la vente, sans préjudice du délai relatif à l'annonce de la vente au débiteur, visé à l'article 1516, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire.

§ 2. L'annonce indique notamment :

1° le lieu de la vente, à savoir la plateforme ;

2° la nature des biens en vente, avec une brève description de ceux-ci ;

3° le nom de l'huissier de justice, ainsi que le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse e-mail de l'étude ;

4° les conditions particulières de vente, conformément à l'article 8, § 1<sup>er</sup>.

#### CHAPITRE 3. — La vente

##### Section 1<sup>re</sup>. — La plateforme

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Il est institué à la Chambre Nationale des huissiers de justice une plateforme de ventes publiques judiciaires de biens meubles par voie électronique.

La plateforme est une base de données informatisée, organisée et gérée par la Chambre Nationale des huissiers de justice et dans laquelle sont collectées les données mentionnées dans les paragraphes 2 et 3, nécessaires à l'annonce et l'organisation de la vente, à l'adjudication et au paiement des biens vendus et au contrôle exercé par l'huissier de justice sur le bon déroulement de la vente.

Gelet op advies nr. 70.019/2/V van de Raad van State, gegeven op 30 augustus 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Justitie en op advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK 1. — Definities

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "Gerechtsdeurwaarder": de gerechtsdeurwaarder die het proces-verbaal van toewijzing tekent;

2° "Goed": een (lot van) in beslag genomen roerend(e) goed(eren);

3° "Lot": een verzameling van goederen die samen verkocht worden;

4° "Verkoop": een gerechtelijke openbare verkoop op elektronische wijze, via het platform;

5° "Platform": het nationaal beveiligd centraal register voor de gerechtelijke openbare verkopen van roerende goederen op elektronische wijze;

6° "Kandidaat-koper": elke natuurlijke of rechtspersoon die wenst deel te nemen aan een verkoop;

7° "Registratie": aan een bieding voorafgaande elektronische aanmeldings- en identificatieprocedure van de kandidaat-koper op het platform als bedoeld in artikel 1526, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek;

8° "Algemene gebruiksvoorwaarden": de voorwaarden die van toepassing zijn voor het gebruik van het platform;

9° "Bijzondere verkoopsvoorwaarden": de verkoopmodaliteiten, bepaald door de gerechtsdeurwaarder;

10° "Bieding": bod uitgebracht door een kandidaat-koper, die geregistreerd is op het platform, door middel van een technisch gecertificeerde procedure.

#### HOOFDSTUK 2. — Bekendmaking

**Art. 2.** De verkoop wordt bekendgemaakt via het platform :

1° als de verkoop volledig op elektronische wijze gebeurt, wordt de verkoop ook overeenkomstig de eisen van artikel 1516, eerste lid, tweede en derde zin, en tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, bekendgemaakt;

2° als de verkoop gecombineerd op elektronische wijze en in de veilingzaal gebeurt, wordt de verkoop ook overeenkomstig de eisen van artikel 1516, eerste en tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, bekendgemaakt.

Elke persoon krijgt eveneens de mogelijkheid om automatisch meldingen te ontvangen inzake aankomende verkopen.

De verkoop kan bijkomend ook bekendgemaakt worden via elk ander door de gerechtsdeurwaarder gekozen elektronisch middel.

**Art. 3.** § 1. De gerechtsdeurwaarder beslist over het moment van elektronische bekendmaking van de verkoop, onverminderd de termijn voor de bekendmaking van de verkoop aan de schuldenaar, bedoeld in artikel 1516, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 2. De bekendmaking vermeldt onder meer:

1° de plaats van de verkoop, met name via het platform;

2° de aard van de te koop aangeboden goederen, met een korte beschrijving;

3° de naam van de gerechtsdeurwaarder en de naam, het adres, telefoonnummer en e-mailadres van diens kantoor;

4° de bijzondere verkoopsvoorwaarden, overeenkomstig artikel 8, § 1.

#### HOOFDSTUK 3. — De verkoop

##### Afdeling 1. — Het platform

**Art. 4.** § 1. Er wordt bij de Nationale kamer van Gerechtsdeurwaarders, een platform voor de gerechtelijke openbare verkopen van roerende goederen op elektronische wijze opgericht.

Het platform is een geïnformatiseerde gegevensbank georganiseerd en beheerd door de Nationale kamer van Gerechtsdeurwaarders waarin gegevens verzameld worden, vermeld in paragrafen 2 en 3, die nodig zijn voor de bekendmaking en organisatie van de verkoop, de toewijzing en betaling van de verkochte goederen en de controle die de gerechtsdeurwaarder uitoefent op het goede verloop van de verkoop.

Le gestionnaire de la plateforme publie les conditions générales d'utilisation sur la plateforme.

§ 2. La plateforme conserve les données d'identification des candidats-acheteurs enregistrés, telles que visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup> ou 2, aux fins de réalisation des objectifs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 3. A des fins de sécurité, de contrôle et de preuve, la plateforme conserve les données relatives aux ventes, à savoir :

- 1° le(s) jour(s) de vente, ainsi que l'heure de début de la vente ;
- 2° la nature et la description des biens vendus ;
- 3° les conditions particulières de vente ;
- 4° l'heure de fin de la vente ;
- 5° le jour, l'heure et le montant de chaque enchère émise ;
- 6° les données personnelles des acheteurs, telles que visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup> et 2 ;
- 7° l'avis électronique visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup> ;
- 8° les données relatives aux paiements effectués.

§ 4. Sans préjudice du paragraphe 5, 3°, les données visées au paragraphe 2 sont conservées pour une durée de 12 mois minimum suivant l'enregistrement ou suivant toute participation à une vente et, moyennant le consentement exprès du candidat-acheteur et son information préalable quant à la portée de ce consentement, pour une durée de 5 ans au maximum. Ce consentement peut être retiré à tout moment.

Les données visées au paragraphe 3 sont conservées pour une durée de maximum 6 mois suivant la clôture de la vente.

§ 5. L'accès aux données personnelles visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup> et 2 est autorisé aux personnes suivantes et suivant les modalités suivantes :

1° Le gestionnaire de la plateforme, visé à l'article 5, a accès à l'ensemble des données récoltées et conservées par la plateforme, pour l'accomplissement de ses missions légales ;

2° L'huissier de justice ou tout collaborateur auquel l'huissier de justice aurait accordé un droit, toujours sous sa responsabilité, a accès aux données personnelles des candidats-acheteurs participant à la vente judiciaire publique électronique dont il assume la gestion et l'organisation ;

3° Le candidat-acheteur enregistré a le droit de consulter ses propres données personnelles à tout moment aux fins de les faire rectifier et modifier. Celui qui n'a encore émis aucune enchère et celui qui n'a plus émis d'enchère depuis au moins 6 mois peut, à tout moment, demander la suppression de ses données personnelles.

§ 6. L'accès aux données relatives aux ventes telles que visées au paragraphe 3 est autorisé aux personnes suivantes :

- 1° les données visées au paragraphe 3, 1°, 2°, 3° et 4° sont publiques ;
- 2° les données visées au paragraphe 3, 5°, 6°, 7° et 8° sont accessibles au gestionnaire, visé à l'article 5, ainsi qu'à l'huissier de justice, ou à tout collaborateur auquel l'huissier de justice aurait accordé un droit, toujours sous sa responsabilité, chargé de la gestion et de l'organisation de la vente à laquelle les personnes dont les données visées au paragraphe 3, 5°, 6°, 7° et 8° sont consultées, participent.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La Chambre Nationale des huissiers de justice, ci-après dénommée « le gestionnaire », est responsable de la gestion et du contrôle du traitement et de l'utilisation de la plateforme.

§ 2. Le gestionnaire est considéré comme le responsable du traitement au sens de l'article 4, 7) du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

§ 3. Les personnes chargées de la gestion de la plateforme s'engagent par écrit à respecter le caractère confidentiel des données à caractère personnel.

#### Section 2. — Enregistrement

**Art. 6.** Toute personne physique ou morale a accès à la plateforme et doit s'enregistrer sur la plateforme, afin de participer à une vente, et s'authentifier à l'aide du module d'authentification de la carte d'identité électronique ou celui d'un autre système adéquat offrant un niveau de sécurité équivalent.

Cet enregistrement est fait conformément au procédé technique instauré par le gestionnaire.

De beheerder publiceert de algemene gebruiksvoorwaarden op het platform.

§ 2. Het platform houdt de identificatiegegevens van de geregistreerde kandidaat-kopers bij, bedoeld in artikel 7, § 1 of 2, met het oog op de verwezenlijking van de doelen bedoeld in de eerste paragraaf.

§ 3. Voor beveiligings-, controle- en bewijsdoeleinden houdt het platform de volgende gegevens bij inzake de verkopen:

- 1° de dag en het uur van aanvang van de verkoop;
- 2° de aard en de beschrijving van de verkochte goederen;
- 3° de bijzondere verkoopsvoorwaarden;
- 4° de uiteindelijke duur van de verkoop;
- 5° het uur, de dag en het geboden bedrag van elke bieding;
- 6° de persoonsgegevens van de kopers, zoals bedoeld in artikel 7, § 1 en 2;
- 7° het elektronisch bericht bedoeld in artikel 9, § 1;
- 8° de gegevens inzake de voldane betalingen.

§ 4. Onverminderd paragraaf 5, 3°, worden de gegevens bedoeld in paragraaf 2 vanaf de registratie of de deelname aan een verkoop gedurende minimum 12 maanden bewaard, en mits uitdrukkelijke toestemming van de kandidaat-koper en zijn voorafgaande informatie over de reikwijdte van die toestemming gedurende maximum 5 jaar. Deze toestemming kan te allen tijde worden ingetrokken.

De gegevens bedoeld in paragraaf 3 worden na het afsluiten van de verkoop maximum 6 maanden bewaard.

§ 5. De toegang tot de in artikel 7, § 1 en 2, bedoelde persoonsgegevens is toegestaan aan de volgende personen en volgens de volgende nadere regels :

1° De in artikel 5 bedoelde beheerder van het platform heeft toegang tot alle door het platform verzamelde en opgeslagen gegevens, voor de vervulling van zijn wettelijke opdrachten;

2° De gerechtsdeurwaarder of elke medewerker aan wie de gerechtsdeurwaarder een recht heeft toegekend, heeft, steeds onder zijn verantwoordelijkheid, toegang tot de persoonsgegevens van de kandidaat-kopers die deelnemen aan de elektronische openbare gerechtelijke verkoop waarvan hij het beheer en de organisatie op zich neemt;

3° De geregistreerde kandidaat-koper heeft het recht om te allen tijde zijn eigen persoonsgegevens te raadplegen om deze te laten corrigeren of wijzigen. Wie nog geen bod heeft uitgebracht en wie al minstens 6 maanden geen bod meer heeft uitgebracht, kan te allen tijde verzoeken om verwijdering van zijn persoonsgegevens.

§ 6. De toegang tot de gegevens inzake de verkopen, bedoeld in paragraaf 3, is toegestaan aan de volgende personen :

- 1° de gegevens bedoeld in paragraaf 3, 1°, 2°, 3° en 4° zijn openbaar;
- 2° de gegevens bedoeld in paragraaf 3, 5°, 6°, 7° en 8° zijn toegankelijk voor de in artikel 5 bedoelde beheerder van het platform en voor de gerechtsdeurwaarder, of voor elke medewerker aan wie de gerechtsdeurwaarder een recht heeft toegekend, steeds onder zijn verantwoordelijkheid, die belast is met het beheer en de organisatie van de verkoop waaraan de personen waarvan de gegevens bedoeld in paragraaf 3, 5°, 6°, 7° en 8° worden bekeken, deelnemen.

**Art. 5.** § 1. De Nationale kamer van Gerechtsdeurwaarders, hierna "de beheerder" genoemd, staat in voor het beheer van en de controle op de werking en het gebruik van het platform.

§ 2. De beheerder wordt met betrekking tot het platform als de verwerkingsverantwoordelijke beschouwd in de zin van artikel 4, 7), van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming).

§ 3. De personen die belast zijn met het beheer van het platform verbinden zich schriftelijk tot het naleven van het vertrouwelijk karakter van de persoonsgegevens.

#### Afdeling 2. — Registratie

**Art. 6.** Iedere natuurlijke of rechtspersoon heeft toegang tot het platform en dient zich voor deelname aan een verkoop te registreren op het platform en zich authenticeren aan de hand van de authenticatiemodule van de elektronische identiteitskaart of die van een andere passend systeem dat een gelijkwaardig beveiligingsniveau waarborgt.

De registratie gebeurt in overeenstemming met de technische procedure die door de beheerder wordt ingesteld.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** L'enregistrement d'une personne physique nécessite les données suivantes :

- 1° les nom et prénoms ;
- 2° le domicile ;
- 3° l'adresse e-mail, en vue de l'envoi de l'avis électronique visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup> ;
- 4° le cas échéant, le numéro de registre national ;
- 5° le cas échéant, le numéro d'entreprise et si la personne est assujettie à la T.V.A., en vue de l'établissement d'une facture ;

§ 2. L'enregistrement du représentant de toute personne morale nécessite les données suivantes :

- 1° la dénomination, le numéro d'entreprise et si la personne est assujettie à la T.V.A., en vue de l'établissement d'une facture ;
- 2° l'adresse du siège social ;
- 3° les nom et prénoms du représentant de la personne morale ;
- 4° l'adresse e-mail, en vue de l'envoi de l'avis électronique visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup> ;
- 5° le cas échéant, le numéro de registre national du représentant de la personne morale.

#### Section 3. — Déroulement de la vente

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Les conditions particulières de vente décrivent les modalités de la vente, et notamment :

- 1° si la vente a lieu exclusivement par voie électronique, auquel cas il est mentionné le jour et l'heure du début de la vente, et, le cas échéant, le jour et l'heure à laquelle se termine la vente, et la possibilité de prolonger cette heure de fin ;
- 2° si la vente a lieu simultanément par voie électronique et dans la salle de vente, auquel cas il est mentionné, outre le jour et l'heure de début de la vente, l'adresse de la salle de vente, ainsi que le jour et l'heure à laquelle le candidat-acheteur devra être physiquement présent pour émettre des enchères, par l'intermédiaire de l'huissier de justice présent sur place ;
- 3° le cas échéant, le montant de mise en vente des biens et les modalités d'émission des enchères ;
- 4° le cas échéant, l'adresse à laquelle et la période durant laquelle les biens peuvent être visualisés physiquement.

Les conditions particulières de vente sont publiées par le gestionnaire sur la plateforme et doivent être acceptées par le candidat-acheteur préalablement à la participation à chaque vente.

§ 2. Tout candidat-acheteur qui a accepté les conditions particulières de vente peut émettre des enchères pendant la durée de la vente.

Une rétribution est due par l'acheteur au gestionnaire de la plateforme. Cette rétribution consiste en un montant progressif sur le prix de vente, déterminé par le Ministre de la Justice, après avis de la Chambre nationale des huissiers de justice. Le montant de la rétribution est affiché au moment de la confirmation de chaque enchère.

§ 3. Après l'enregistrement de la dernière enchère émise durant la durée de la vente, l'huissier de justice clôture la vente et procède à l'adjudication du bien conformément à la section 4.

L'huissier de justice peut également décider de suspendre ou clôturer la vente à tout moment toutes les fois où il l'estime nécessaire à la protection des intérêts du débiteur ou un dysfonctionnement de la plateforme entrave le bon déroulement de la vente.

#### Section 4. — Adjudication

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** Le candidat-acheteur qui a fait la dernière enchère la plus élevée au moment où la vente est clôturée en est informé immédiatement par un avis électronique qui contient les informations suivantes :

- 1° l'objet sur lequel s'est portée l'enchère ;
- 2° le montant à payer, les modalités de paiement et la date d'échéance du paiement ;
- 3° les informations relatives à l'adjudication et les conséquences du non-paiement, telles que prévues à l'article 1526, alinéa 2, du Code judiciaire.

§ 2. En cas de litige, l'huissier de justice décide de l'adjudication.

**Art. 7. § 1.** De registratie van een natuurlijke persoon gebeurt aan de hand van de volgende gegevens:

- 1° de naam en voornamen;
- 2° de woonplaats;
- 3° het e-mailadres, met het oog op de verzending van de in artikel 9, § 1, bedoelde elektronisch bericht;
- 4° desgevallend, het rijksregisternummer;
- 5° desgevallend, het ondernemingsnummer en of de persoon btw-plichtig is, met het oog op de uitreiking van een factuur ;

§ 2. De registratie door de vertegenwoordiger van een rechtspersoon gebeurt aan de hand van de volgende gegevens:

- 1° de naam, het ondernemingsnummer en of de persoon btw-plichtig is, met het oog op de uitreiking van een factuur;
- 2° het adres van de maatschappelijke zetel;
- 3° de naam en voornamen van de vertegenwoordiger van de rechtspersoon;
- 4° het e-mailadres, met het oog op de verzending van de in artikel 9, § 1, bedoelde elektronisch bericht;
- 5° desgevallend het rijksregisternummer van de vertegenwoordiger van de rechtspersoon.

#### Afdeling 3. — Het verloop van de verkoop

**Art. 8. § 1.** De bijzondere verkoopsvoorwaarden omschrijven de modaliteiten van de verkoop, waaronder:

- 1° als de verkoop volledig op elektronische wijze gebeurt, wordt de dag en het uur van de aanvang van de verkoop, en desgevallend de dag en het uur waarop de verkoop eindigt alsook de mogelijkheid om deze eindduur te verlengen, vermeld;
- 2° als de verkoop gecombineerd op elektronische wijze en in de veilingzaal gebeurt, wordt naast de dag en het uur van aanvang van de verkoop ook het adres van de verkoopzaal vermeld waar en wanneer de kandidaat-koper fysiek aanwezig zal moeten zijn om biedingen uit te brengen, door tussenkomst van de gerechtsdeurwaarder ter plaatse;
- 3° desgevallend, het startbedrag van verkoop van de goederen en de modaliteiten aangaande de biedingen;
- 4° desgevallend, het adres waar en de periode waarin de goederen fysiek kunnen bezichtigd worden.

De bijzondere verkoopsvoorwaarden worden door de beheerder op het platform gepubliceerd en moeten door de kandidaat-koper voorafgaandelijk de deelname aan elke verkoop aanvaard worden.

§ 2. Elke kandidaat-koper die de bijzondere verkoopsvoorwaarden heeft aanvaard, heeft de mogelijkheid om biedingen te doen tijdens de duur van de verkoop.

De koper moet een retributie aan de beheerder van het platform betalen. Deze retributie bestaat uit een progressief bedrag over de verkoopprijs, vastgesteld door de Minister van Justitie, na advies van de Nationale Kamer van gerechtsdeurwaarders. Het bedrag van de vergoeding wordt bij de bevestiging van elke bieding aangegeven.

§ 3. Na registratie van de laatste bieding wordt de verkoop afgesloten en gaat de gerechtsdeurwaarder over tot toewijzing van het goed overeenkomstig afdeling 4.

De gerechtsdeurwaarder kan op elk moment beslissen om de verkoop op te schorten of af te sluiten telkens hij dit nodig acht om de belangen van de schuldenaar te beschermen of een storing van het platform het goede verloop van de verkoop belemmert.

#### Afdeling 4. — Toewijzing

**Art. 9. § 1.** De kandidaat-koper die op het moment waarop de verkoop afgesloten wordt het laatste en hoogste bod uitbracht, wordt hiervan onmiddellijk op de hoogte gesteld via een elektronisch bericht dat de volgende gegevens bevat:

- 1° het voorwerp van de bieding;
- 2° het te betalen bedrag, de betalingsmodaliteiten en de vervaldag voor de betaling;
- 3° de informatie met betrekking tot de toewijzing en de gevolgen van niet-betaling, zoals bedoeld in artikel 1526, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 2. Bij elk geschil beslist de gerechtsdeurwaarder over de toewijzing.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Dans les trois jours ouvrables suivant l'envoi de l'avis électronique visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, l'huissier de justice établit un procès-verbal d'adjudication qui, sans préjudice des autres mentions légales obligatoires, contient les données suivantes :

1° les données d'identification de l'acheteur, telles que visées à l'article 7, § 1<sup>er</sup> ou § 2 ;

2° une description des biens achetés ;

3° le jour, l'heure et le montant de la dernière enchère.

§ 2. L'acheteur reçoit, à sa demande, un extrait du procès-verbal d'adjudication relatif à son achat.

#### CHAPITRE 4. — Paiement

**Art. 11.** Le montant dû par l'acheteur doit être payé à l'huissier de justice avant la date d'échéance déterminée par celui-ci dans l'avis électronique visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 12.** Le paiement s'effectue via un moyen de paiement électronique suivant les modalités déterminées par le gestionnaire et indiquées dans l'avis électronique visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>.

#### CHAPITRE 5. — Entrée en vigueur

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que le jour où l'article 28 de la loi du 28 novembre 2021 visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme entre en vigueur.

#### CHAPITRE 6. — Disposition exécutoire

**Art. 14.** Le Ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
V. VAN QUICKENBORNE

**Art. 10.** § 1. Binnen de drie werkdagen na verzending van het elektronisch bericht bedoeld in artikel 9, § 1, wordt door de gerechtsdeurwaarder een proces-verbaal van toewijzing opgemaakt, dat onverminderd andere wettelijke verplichte vermeldingen, de volgende gegevens bevat:

1° de identiteitsgegevens van de koper bedoeld in artikel 7, § 1 of § 2;

2° een beschrijving van de verkochte goederen;

3° de dag, het uur en het bedrag van de laatste bieding.

§ 2. De koper ontvangt op zijn verzoek een uittreksel van het proces-verbaal van toewijzing met betrekking tot zijn aankoop.

#### HOOFDSTUK 4. — Betaling

**Art. 11.** Het door de koper verschuldigde bedrag wordt door hem betaald aan de gerechtsdeurwaarder vóór de door hem aangegeven vervalt termijn in het elektronisch bericht bedoeld in artikel 9, § 1.

**Art. 12.** De betaling gebeurt via een elektronisch betaalmiddel volgens de door de beheerder vastgestelde modaliteiten en die zijn bepaald in de in artikel 9, § 1, bedoelde elektronische mededeling.

#### HOOFDSTUK 5. — Inwerkingtreding

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag waarop artikel 28 van de wet van 28 november 2021 om justitie menselijker, sneller en straffer te maken in werking treedt.

#### HOOFDSTUK 6. — Uitvoeringsbepaling

**Art. 14.** De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
V. VAN QUICKENBORNE

### SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2021/33887]

28 NOVEMBRE 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 juin 2017 portant exécution des articles 32<sup>quater</sup>/1, § 1<sup>er</sup>, et 32<sup>quater</sup>/2, §§ 1<sup>er</sup> et 6, du Code judiciaire en vue de désigner les actes authentiques non signifiés du registre central des actes authentiques dématérialisés des huissiers de justice

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise la mise en œuvre de l'article 32<sup>quater</sup>/2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du Code judiciaire, tel que modifié par l'article 75 de la loi du 5 mai 2019 portant dispositions diverses en matière d'informatisation de la Justice, de modernisation du statut des juges consulaires et relativement à la banque des actes notariés.

En vertu de l'article 509 du Code judiciaire, tout huissier de justice confère l'authenticité à ses actes, conformément à l'article 1317 du Code civil.

Les actes d'huissier de justice, s'ils sont tous authentiques, peuvent être distingués en deux catégories : ceux que l'huissier de justice signifie et ceux que l'huissier de justice ne signifie pas.

Le Registre Central des Actes authentiques Dématérialisés des huissiers de justice (RCAD), institué par la loi du 4 mai 2016 relative à l'internement et à diverses dispositions en matière de Justice, était jusqu'alors limité à la première catégorie, à savoir les actes signifiés (article 32<sup>quater</sup>/2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, C. jud.).

L'article 75 de la loi du 5 mai 2019 portant dispositions diverses en matière d'informatisation de la Justice modifie cet article 32<sup>quater</sup>/2 du Code judiciaire, de sorte que sont désormais centralisés dans le RCAD l'intégralité des actes dressés par un huissier de justice.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2021/33887]

28 NOVEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 juni 2017 houdende uitvoering van de artikelen 32<sup>quater</sup>/1, § 1, en 32<sup>quater</sup>/2, §§ 1 en 6, van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op de aanduiding van de niet-betekende authentieke akten van het centraal register van gedematerialiseerde authentieke akten van gerechtsdeurwaarders

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen, betreft de uitvoering van artikel 32<sup>quater</sup>/2, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals gewijzigd bij artikel 75 van de wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen inzake de informatisering van Justitie, modernisering van het statuut van rechters in ondernemingszaken en inzake de notariële aktebank.

Krachtens artikel 509 van het Gerechtelijk Wetboek, verleent elke gerechtsdeurwaarder authenticiteit aan zijn akten, overeenkomstig artikel 1317 van het Burgerlijk Wetboek.

De akten van de gerechtsdeurwaarders zijn allemaal authentiek en kunnen in twee categorieën worden onderverdeeld: degene die worden betekend en degene die niet worden betekend door de gerechtsdeurwaarder.

Het Centraal register van gedematerialiseerde authentieke akten van gerechtsdeurwaarders (ofwel het Centraal Register van Elektronische Akten, hierna CREA) ingericht bij wet van 4 mei 2016 houdende internering en diverse bepalingen inzake Justitie, was tot op heden beperkt tot de eerste categorie, zijnde de betekende akten (artikel 32<sup>quater</sup>/2, § 1, eerste lid, Ger. W.).

Artikel 75 van de wet van 5 mei 2019 houdende diverse bepalingen inzake de informatisering van Justitie wijzigt dit artikel 32<sup>quater</sup>/2 van het Gerechtelijk Wetboek zodat voortaan alle akten opgesteld door een gerechtsdeurwaarder worden gecentraliseerd in het CREA.